

AVRIL

DANS LA MÊME COLLECTION

- Sandrine Soimaud, *Tu*, 2011.  
Cyrille Martinez, *Deux jeunes artistes au chômage*, 2011.  
Laurence Werner David, *Le Roman de Thomas Lilienstein*, 2011.  
Martin Belskis, *Dans le square*, 2012.  
Jean-Bernard Véron, *Idiane*, 2012.  
Aurélia Bonnal, *The Queen is dead*, 2012.  
Laurence Werner David, *À la surface de l'été*, 2013.  
Marc Molk, *La Disparition du monde réel*, 2013.  
Anne Luthaud, *Les Épinards crus*, 2013.  
Nicolas Clément, *Sauf les fleurs*, 2013.  
Gaëlle Héaulme, *Les Petits Contretemps*, 2013.  
Cathie Barreau, *Comment fait-on l'amour pendant la guerre ?*, 2014.  
Cyrille Martinez, *Musique rapide et lente*, 2014.  
Isabelle Zribi, *Quand je meurs, achète-toi un régime de bananes*, 2014.  
Marie-Aimée Lebreton, *Cent sept ans*, 2014.  
Antoinette Rychner, *Le Prix*, 2015.  
Ingrid Thobois, *Le Plancher de Jeannot*, 2015.  
Sylvie Weil, *Selfies*, 2015.  
Pierre Deram, *Djibouti*, 2015.  
Colombe Boncenne, *Comme neige*, 2016.

Jérémie Lefebvre

# AVRIL



BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2016.  
ISBN : 978-2-283-02946-6  
ISSN : 2110-0713

J'ai trop mal dormi sans Loïc. Franchement, je comprends pas pourquoi il s'est porté volontaire pour le ravitaillement, on a de quoi manger. Il se croit trop dans un film. Les mecs dehors pareil, ils sont là genre c'est la fête, bam bam, on fait tout péter, toutes les nuits on crame les caisses on crame les vitrines, faut se calmer. Hier soir je lui fais Loïc, pourquoi tu t'es marié, pour me laisser toute seule la nuit avec un bébé? T'as décidé que j'allais me faire violer? T'es pas au courant qu'y a des gars c'est trop des oufs, ils défoncent les portes, boloss pas boloss ils s'en battent les couilles, t'as pas compris que c'est des chiens? Il me fait ouais, mais t'es SFR, t'entends du bruit tu m'appelles, moi j'arrive avec mes gars, direct on les défonce. Je lui fais ah ouais, t'as craqué ton slip ça y est? Trop fort, le temps que t'arrives c'est bon, je suis morte et ton gamin tu le retrouves éclaté contre le mur. Il se met à rigoler. Il me dit la porte est blindée, genre hou hou, faut se réveiller Carole, t'es plus aux 4000, entre-temps y a eu la révolution, on est dans un trois cents mètres carrés à Madeleine, le mur au fond du couloir ça s'appelle une porte blindée. Moi, obligé, trop l'air d'une conne. Il croit que j'ai peur, j'ai pas peur, franchement je m'en

bats les couilles, juste y a rien à faire ici. T'allumes la télé, y a rien, il paraît qu'ils sont en train de remettre le câble ou je sais pas, les DVD c'est trop des films pourris. Y a que des livres. Et encore, les livres c'est genre même pas tu lis une page, déjà rien que le titre même pas tu comprends. Le gars ici, il était je sais pas quoi, psychanalique, je l'imagine trop avec sa meuf et ses mômes dans notre T1, comment il doit être dégoûté ! Limite ça fait de la peine, ils auraient pu au moins les laisser emporter je sais pas, trois livres, deux livres, moi tu me mets ailleurs dans une vie que je connais pas, où j'ai rien à moi, franchement j'ai le seum, sans déconner, ici je me fais chier, même si c'est beau et y a de la place. Non mais je préfère, c'est clair, juste nous, on n'est pas habitués.

8

*Flash infos 20 heures, Radio suisse romande, mardi 6 avril*

*La situation en France toujours au cœur de l'actualité. Les scènes de violence se multiplient dans les grandes villes. Il est de plus en plus difficile de regrouper les informations, deux des trois réseaux de téléphonie mobile ayant été démantelés, le troisième souvent saturé, mais plusieurs témoignages nous portent à croire qu'une « convention populaire » siège désormais au Palais-Bourbon en lieu et place de l'Assemblée nationale. Le dernier numéro du journal Le Monde annonçait vendredi soir la chute de la République, actuellement la presse écrite est suspendue, la Maison de la Radio vient d'être investie par les opposants. Des patrouilles militaires empêchent d'entrer ou de sortir du pays. Il est toujours impossible de se connecter à Internet. La présidence de l'Union européenne se déclare « horrifiée par la situation » et demande à la communauté internationale d'agir « immédiatement ». Le Conseil de sécurité des Nations unies discute les modalités d'une intervention,*

*mais le Royaume-Uni et la Chine sont toujours divisés sur la question de la protection des victimes d'expulsions, dont le nombre s'élèverait actuellement à plus de cinquante mille personnes chassées de chez elles par des commandos armés. On parle de phénomène de déportation.*

J'ai mis les enfants en sécurité chez la concierge. Grâce à Dieu, ils lui ressemblent, en tout cas suffisamment. Elle dira que ce sont ses neveux. Je lui fais confiance. Je suis redescendu tout à l'heure dans l'appartement, j'avais pris trop de choses avec moi ; comme un imbécile je m'étais dit que j'arriverais à planquer le bracelet et les boucles d'oreilles Boucheron. C'est en faisant ce genre d'ânerie qu'on se retrouve entre deux je ne sais pas comment les appeler, miliciens, terroristes, fous furieux, je ne sais pas. Au début, on croyait que c'étaient des islamistes, en fait on ne sait pas ce que c'est. Il y a de tout, des barbus, des tondu, des gosses de vingt ans qui ont l'air sortis du pensionnat. Je ne me suis pas attardé, j'ai pris ce qu'il restait de bouffe, des allumettes et des bougies, et je suis remonté dans la chambre. Il fait froid. Le radiateur électrique ne marche pas. Je ne sais plus quand l'étudiante américaine est partie. Elle a peut-être réussi à passer en Belgique, ou en Angleterre. Elle a laissé la moitié de ses affaires, des livres, des vêtements, un lecteur DVD ou une console de jeux, je ne sais pas ce que c'est. Une console. Je me concentre sur n'importe quoi pour ne pas penser à Julie et ne pas m'écrouler, mais je ne pense qu'à elle. Je me dis qu'elle est morte. Par moments, j'espère qu'ils lui ont mis une balle dans la tête. Je peux supporter cette idée, pas celle de la torture. J'ai eu Philippe hier, c'est le seul qui soit SFR, il me dit qu'il n'y a pas de massacre, que ce sont des rumeurs,

que Julie ne risque rien, qu'on emmène les politiques à la Santé, apparemment ils les mettent à la place des droit-commun. Qu'est-ce qu'ils font des droit-commun, ils leur donnent des flingues? Julie, prisonnière politique. Je la vois bien en train de conspirer, avec ses escarpins Prada et sa valise à maquillage. Philippe me dit qu'ils l'ont sûrement listée à cause du blog. Qu'est-ce que c'est que ces conneries? Elle écrivait sur les « people », elle mettait en ligne des reportages dans les soirées privées, des photos d'actrices et de présentateurs télé en train de boire du champagne, qu'est-ce que ça peut leur foutre? Quand ils sont venus, le gamin n'a rien expliqué, il a brandi son fusil à pompe en disant qu'elle était sur la liste et ils l'ont emmenée.

*Sixième décret de la Convention nationale, 18 mars*

*Nous, représentants du peuple, déclarons les villes-martyres de Sarcelles, Villeurbanne et La Courneuve impropres à l'habitation des citoyens de droit. À dater du 25 mars, elles seront réquisitionnées pour l'assignation à résidence des groupes sociaux désignés par le deuxième décret. À dater du 1<sup>er</sup> avril, tout citoyen de droit trouvé dans l'enceinte de ces communes sera conduit d'autorité en zone de relogement.*

Cet après-midi, j'ai marché jusqu'à Hollywood Boulevard. Il tombait de la neige fondue, ce qui n'arrive jamais ici, et tout le monde regardait le ciel. Je n'étais pas assez couvert mais je m'en moquais, j'étais bien dehors. Je regardais les Californiens rentrer du bureau, ouvrir leurs parapluies, monter dans des taxis, la vie normale, le monde normal, c'était si étrange... pour les gens d'ici, ce qui se passe en

France est une chose abstraite, comme pour nous la guerre de Bosnie, je me souviens de mon prof d'histoire au lycée lorsqu'il disait « ça se passe à côté de chez nous », il essayait de nous sensibiliser mais ça n'avait aucune réalité, ça ne changeait rien à notre vie. Avant de rentrer, j'ai bu une bière dans un pub, un monsieur à côté de moi avait envie de parler, il m'a demandé si j'étais espagnol à cause de mon accent. Quand j'ai répondu que je venais de Paris, il a eu cet air typique de l'Américain touché par les malheurs de son prochain, cette empathie sincère qui nous paraît toujours surjouée : il a pris une voix très douce pour me demander « *How is your family ?* », et j'ai été incapable de répondre. Je ne sais pas comment va ma famille. J'étais au ministère quand l'alerte a été donnée, j'ai seulement réussi à appeler ma sœur avec le portable d'un collègue, je lui ai dit qu'on partait, que j'allais bien, ensuite le réseau a planté, on nous a emmenés à Beauvais dans des jeeps, je suis monté dans l'avion, on a atterri à Londres où on nous a séparés en deux groupes, l'un en direction du château de Balmoral mis à disposition par la reine, l'autre sur un vol d'American Airlines dont on ne connaissait pas la destination précise. Voilà quinze jours que nous sommes dans un hôtel à Brentwood, sous la protection du gouverneur. On est arrivés sans bagages, sans rien, il nous a entièrement pris en charge, une cellule psychologique a même été mise en place, et je dois dire que nous en avons bien besoin. Nous passons beaucoup de temps à discuter, à regarder les chaînes de télévision suisses et belges, à échanger des mails avec ceux de Londres, et surtout à attendre des nouvelles de nos proches. Et à essayer de comprendre, comme si c'était possible. Comme si l'impensable se comprenait.

*Éditorial du Süddeutsche Zeitung, mercredi 7 avril*

*Aucune crise du logement ne suffit à renverser un régime, encore moins à ébranler une civilisation tout entière. L'évacuation du squat du boulevard Malesherbes en février n'est pas à l'origine des événements, elle a servi de détonateur à une réaction populaire qui couvait depuis longtemps, et que de nombreux politiques et journalistes n'ont cessé de prédire sans jamais être entendus. Depuis 2002, les suppressions d'emploi dans le service public français ont réduit le nombre d'enseignants de 20 % et les effectifs de la police de 27 %. Les budgets de l'Armée de terre et de la Gendarmerie nationale ont subi une réduction de 14 milliards d'euros. Les scandales financiers, la multiplication des affaires de conflits d'intérêts et d'abus de biens sociaux ont concouru à discréditer une classe politique déjà fortement affaiblie par la hausse du chômage et l'ampleur du déficit public. Quelle que soit la décision prise par le Conseil de sécurité, ses membres doivent savoir que s'il est possible – et nécessaire – de mettre fin aux exactions, s'attaquer aux racines du problème, non seulement en France, mais dans l'ensemble des pays développés, est aujourd'hui une urgence absolue.*

Je suis morte de fatigue. J'ai passé la journée à monter un comité de quartier avec Sandrine et Djamil, sans téléphone c'est l'enfer, j'ai l'impression d'avoir fait dix bornes rien qu'en allées et venues entre Fourvière et le bureau. Il paraît que France Telecom a été repris par une équipe d'ingénieurs, ils sont en train de reconstruire le groupage dans tout le pays, normalement d'ici une semaine on aura des lignes fixes. Tant mieux, parce que là, à courir partout avec mes paperasses, j'ai l'impression d'être dans les années quarante... D'ailleurs on s'y croirait, les restrictions ont commencé : l'essence est

réservée aux ambulances et aux commandos, tout le monde se jette sur les vélos, et moi je marche, je m'agite du matin au soir comme une gamine à cinquante-quatre ans, mais bon, ça avance, je suis contente, j'ai déjà répertorié les médecins, les enseignants, les travailleurs sociaux, je leur ai attribué des secteurs et j'ai mis en place une première réunion pour après-demain. Mon problème, c'est de trouver un dentiste. On a gardé les deux tiers des médecins grâce à l'exception sur les hôpitaux, mais pour les dentistes, le ratio c'est un sur huit. La mairie donne des laissez-passer, mais c'est un vrai bordel, il faut faire la queue des heures, ensuite se taper le trajet jusqu'à Villeurbanne, passer les barrages en se faisant engueuler, et aller se faire soigner sous escorte par un mec terrorisé qui n'a pas la moitié de son matériel et qui a la main qui tremble, donc personne ne le fait, évidemment, les gens préfèrent prendre du Nurofen ou fumer des joints en attendant que ça passe. J'ai hâte de la réunion. Je me demande comment on va réorganiser l'école ; Djamil est revenu de la mairie en disant qu'on aura une partie du nouveau programme dans deux jours, en attendant les gamins sont en vacances, ils courent partout, certains font des conneries mais dans l'ensemble, les relogés se disciplinent bien. Ils sont où, les parents démissionnaires dont on nous rebattait les oreilles sous la République ? Ils sont là. Et apparemment, ils ont dû reprendre leur mission, c'est marrant, on dirait que plus rien ne les en empêche. Ah ! Je suis contente d'avoir fini. Je vais fermer le bureau, rentrer chez moi, prendre une petite douche, et si Gérard n'est pas là, tant pis : je me sers quand même un petit vin blanc, et je vais le déguster sur le balcon.

*Communiqué officiel de l'organisation Attac, 29 mars, courrier électronique envoyé depuis le bureau d'Attac-Tanger, Royaume du Maroc*

*Le bureau d'Attac-France tient à exprimer son horreur devant les violences commises dans le pays des droits de l'homme au nom d'une pseudo-« lutte contre les inégalités ». Au début du mois de février, les locaux d'Attac à Paris ont fait l'objet d'un cambriolage constaté par les autorités, des dossiers confidentiels ont disparu, en particulier un listing nominatif des plus hauts dirigeants du secteur privé : industrie, grande distribution et médias. Les auteurs du vol n'ont pu être identifiés. En aucun cas l'association Attac ne peut être associée à l'enlèvement de personnes figurant sur ce listing et dont nous déplorons la disparition. Depuis notre création en 1998, nous avons toujours dénoncé un dispositif et non des personnes. Nous condamnons toutes les formes de persécution. Nous sommes un groupe de citoyens dont le combat contre le capitalisme sauvage a toujours été avant tout pacifique et respectueux des individus.*

14

Ils sont venus nous chercher à l'agence, on ne savait rien, on ne comprenait rien. J'étais dans le bureau de Marlène avec Zoé, on s'engueulait à cause des contrats du défilé Isabelle Marant, tout à coup on a entendu du bruit, des cris, on s'est regardées, j'allais me lever pour ouvrir quand la porte a explosé. Trois mecs sont entrés, dont deux avec des flingues. Celui qui était sans arme a dit : « Vous nous suivez. » Comme on restait sans réaction, il a incliné la tête et souri d'une manière super flippante, et il a ajouté : « Eh ouais, c'est fini la fête ! » On s'est retrouvées dans un bus de la RATP avec des gens qu'on connaissait pas, Violette était en soutif, Louise avait encore un bigoudi et son sèche-cheveux à la main, les mecs se marraient, il y en avait un qui tenait un

berger allemand sans muselière, tout le monde était terrorisé. J'ai pris mon courage à deux mains. J'ai demandé ce qui se passait, s'ils étaient de la police, où ils nous emmenaient, qu'est-ce que c'était que ce bordel. Celui qui avait le chien m'a hurlé de lui parler sur un autre ton, j'ai pas compris, il a dit qu'ils étaient pas de la police, que la police y en avait plus, qu'on l'aurait su si on écoutait un peu les infos au lieu de se regarder le cul, et ensuite il n'a plus voulu me parler. Un autre est venu prendre nos identités, nos adresses, au bout d'une heure on est arrivées ici, ils nous ont emmenées dans un vieil immeuble où ça sentait la pisse, on s'est retrouvées dans deux appartements minuscules avec des meubles dépareillés, des lits à moitié défoncés, on n'avait pas le droit de sortir. Je suis allée sur le balcon, j'ai appelé, un monsieur est sorti sur le balcon d'à côté et m'a expliqué ce qui se passait. Je ne l'ai pas cru. J'ai dit aux filles de venir pour qu'il répète devant elles, à ce moment-là on a entendu des coups de feu en bas, Marlène est tombée dans les pommes, Vanille s'est mise à hurler. C'est un cauchemar. On nous a tout pris, nos portables, nos sacs, on ne peut joindre ni nos mecs ni nos parents, on n'a pas de fringues de rechange, en bas il y a une espèce de stand avec des joggings immondes et des slips Tati, pas de chaussures, pas de soufifs, pour l'instant on n'a le droit de sortir qu'une demi-heure par jour, ils nous donnent du pain, du jambon Leader Price et des carottes râpées en barquettes, ce matin c'était une fille en treillis qui a apporté la bouffe, elle m'a dit que c'est pas un hôtel ici, qu'ils vont pas nous nourrir à l'œil pendant des années, qu'il va falloir qu'on bosse. J'ai vu dans ses yeux tellement de mépris. Pour elle, on n'a jamais travaillé de

notre vie. On est sur le pont depuis qu'on a quinze ans, à prendre des avions à trois heures du mat', à avoir tout le temps trop chaud, trop froid, trop faim, à se faire tirer les cheveux, engueuler par les agents, à se demander tout le temps si une plus belle va pas être choisie à notre place, mais on n'a jamais travaillé, pour les gens ce n'est pas du travail. Pour les thons, surtout. Cette fille prenait plaisir à nous humilier parce que nous, même pas coiffées avec des cernes jusque-là, on est juste splendides alors qu'elle, c'est un thon et ça restera un thon.

*Vingt et unième décret de la Convention nationale, jeudi 8 avril*

16

*Nous, représentants du peuple, décrétons martyrs les citoyens de droit exerçant les activités d'ouvriers, salariés agricoles, marins-pêcheurs, agents d'entretien, hôtes de caisse, téléopérateurs, salariés de la restauration rapide, infirmiers, aides-soignants, enseignants et stagiaires. Sont également éligibles au statut de martyr les citoyens de droit chômeurs, bénéficiaires du minimum vieillesse et des minima sociaux. Les citoyens-martyrs sont placés sous la protection de la Nation. Toute personne attentant à leur liberté et à leur sécurité sera punie.*

Ma mère pleure. Elle dit qu'elle a toujours été du côté des victimes, et que maintenant que les victimes changent de camp, elle en change aussi, et que si je m'entête à soutenir le mouvement, ça me regarde, mais qu'elle, elle n'aura plus de fils. Elle était d'accord avec les réquisitions de logements, d'accord avec la réforme du système bancaire, comme tout le monde elle n'a pas compris comment la police et l'armée avaient pu s'autodissoudre en quelques heures, elle trouvait ça inquiétant mais elle était partie prenante, excitée à l'idée

que les choses changent. C'est quand elle a appris l'existence de la liste, et surtout quand je lui ai dit que j'allais patrouiller dans le secteur Neuilly-Boulogne qu'elle a pété un plomb. Ça devait être le mot « patrouiller », tout de suite elle m'a demandé mais vous avez des armes, je me suis marré, évidemment qu'on a des armes maman, qu'est-ce que tu crois? Elle est devenue toute pâle. J'ai bafouillé un truc du genre mais t'inquiète pas, on s'en sert pas, c'est de l'intimidation, je sais même pas tirer, rien à faire elle gardait sa gueule de trois pieds. J'avais les boules en repartant. Après, on ne s'est pas revus, c'est allé tellement vite, pendant une semaine j'ai quasiment pas dormi, on avait cinquante-deux chefs d'entreprise à choper, tout se faisait la nuit mais la journée il fallait préparer, c'était de la folie. On faisait des navettes entre Bobigny et la Mutualité, il fallait expliquer aux cailleras ce qui se passait, se les mettre dans la poche, qu'ils comprennent qu'on n'était pas des flics en civil, qu'on avait besoin d'eux et eux de nous, noter les contacts, rencontrer les revendeurs de guns, négocier, repartir, y retourner, renégocier, acheter, c'était infernal, j'ai vieilli de dix ans en dix jours. Après, on est allés à Lyon, Marseille, Bordeaux, il fallait coordonner les actions, obligés de tout faire en même temps, n'importe comment, mais on était si nombreux que finalement ça se faisait, à l'arrache mais ça se faisait, les directeurs de supermarché lâchaient leurs postes, les caissières pareil, des volontaires prenaient en charge la distribution gratuite, à Marseille c'était fou, deux jours ont suffi pour tout caler, et après on s'est occupés des déménagements. Là, c'était chaud, nous on s'est servis des flingues quand il n'y avait pas d'autre choix, quand ça virait à la baston, mais y en

a qui se sont lâchés. Les gars des Minguettes qu'on n'avait pas eu le temps de former, certains ont déconné, bilan dix-huit morts. Je viens juste de rentrer. Je me repose une journée sinon je vais craquer, par moments je vois trouble tellement j'ai sommeil et tellement je peux pas dormir. Et elle qui m'engueule. Elle qui me dit que tout le monde est devenu fou et moi aussi, qu'on n'a rien compris au progrès social, que c'est les vrais pauvres qui vont payer un jour pour tout ce qu'on est en train de faire nous, alors qu'on n'est pas les plus mal lotis, et elle me rappelle que j'ai un BTS et qu'avec le piston de son frère j'ai des chances d'avoir un boulot chez Cofidis. Je ne lui dis pas que Cofidis n'existe plus.

*Dépêche de l'agence de presse Belga, Schaerbeek-Bruxelles, jeudi 8 avril*

*En France, le gouvernement provisoire poursuit sa politique de discrimination entre les citoyens « selon leur niveau de vie ». Après les responsables politiques et industriels, les grandes figures du monde de la culture et des médias sont les plus touchées par les enlèvements et les expulsions. On est aujourd'hui sans aucune nouvelle de centaines de personnalités, parmi lesquelles Catherine Deneuve, Michel Houellebecq, Harry Roselmack, Sonia Rykiel, Jean Reno, Bernard Tapie, Claire Chazal, Jean-Marc Morandini, Kad Merad ou encore Mathilde Seigner. La chanteuse Mylène Farmer, qui réside habituellement aux États-Unis, était en tournée en France et n'a pu être évacuée avant la fermeture des frontières. Son autocar serait tombé dans une embuscade entre Toulouse et Montpellier.*

J'en ai rien à foutre. Je suis chez moi, je bougerai pas. Ceux qui veulent partir c'est leur problème, chacun sa life,

moi je reste ici. Je suis né ici, ça fait vingt-quatre ans que je fais ma vie ici, sur le Coran même pas en rêve je m'en vais. À Paris, en plus? Je m'en bas les couilles de Paris. La tour Eiffel j'ai déjà vu, le Louvre et tout, l'Opéra, trucs de bouffons, qu'est-ce j'en ai à foutre l'Opéra. C'est pas chez moi, c'est pas ma petite rue, mes petites habitudes, je vais à Franprix, tranquille, je reviens, je vais au sport, je fais ma life, pas de prise de tête, je suis cash. Franchement ça m'a pété la tête, t'es là, tu vois un céfran, deux céfrans, tu dis bon, après tu vois cinq céfrans, dix, ça vient avec des voitures bien clean, tout, ça dit bonjour, ça veut parler, la la la, comment ils ont embrouillé tout le monde, truc de ouf. Truc de malade. Aziz, il m'a trop déçu. Le gars il dit t'es mon meilleur pote, t'es mon frère, je pars avec mon cousin tranquille, pour savoir ce qui se passe, jamais je m'installe là-bas ma parole d'honneur, deux jours après terminé, Aziz comme les autres, tout le monde qui commence à partir, les gars y disent dans une semaine c'est mort, y a plus de Courneuve. Je m'en bats les couilles. Y a plus de Courneuve, va te faire enculer, c'est moi La Courneuve. Après, le frère à Malik me prend la tête, la la la, tu vas rester tout seul, même Caroline elle s'en va, vas-y tu la kiffes Caroline, viens avec nous, Paris c'est frais, tu vois des bouffons, des meufs trop sapées, les rues c'est trop beau. J'ai dit y a pas moyen. J'ai dit les bouffons, t'as envie qu'ils viennent mettre leur merde dans tes vécés, dormir dans ton lit et tout, t'as pété un câble? T'as pas de respect? Moi je vais partir en live, là, attends, on te dit t'es plus chez toi, et hop, tu fais la valise et tout? Non non, y a pas moyen. Je suis un gars propre, je paye mon loyer, je travaille, je demande rien à personne, je fais du mal à personne.

Ils croient quoi? Ils croient ils vont devenir cheuris et s'acheter des habits tout chelous, là, des costards et tout? Truc de malade, ils prennent la maison des gens, ça se fait pas, moi je prends pas, sur le Coran je prends pas la maison des gens.

*Lettre trouvée le 2 avril dans une poche du directeur des programmes de TF1, dont le corps flottait sur la Seine à la hauteur du pont de Suresnes*

*Alain, je n'ai plus de réseau et je n'arrive à envoyer aucun mail. J'emène les enfants à Genève. Depuis la fusillade à France Télévisions, je ne comprends pas que tu continues à répondre aux menaces par l'arrogance. Tu prétends avoir pris la mesure de ce qui se passe, mais lundi tu declares à la presse « nous n'avons aucune raison de bouleverser la grille », mardi tu te fais photographe à Matignon pour montrer ta solidarité avec le gouvernement, et quand je te demande de ne pas y aller tu prends un air protecteur et macho, tu me parles comme à ton assistante. Ça fait des semaines que tout le monde te dit de changer au moins l'habillement du vingt-heures et d'axer le journal sur le sociétal, tu n'écoutes pas, tu vas tous les matins à Boulogne droit dans tes bottes avec deux malheureux gardes du corps... tu te veux courageux, tu l'es, mais tu te trompes de courage. L'urgence, c'est de donner le change en attendant que ça se calme. Pourquoi tu fais le contraire? On dirait que ça te plaît d'être une cible et d'inspirer la haine! Je ne peux plus supporter ça, je suis trop angoissée! Rejoins-nous, Alain. PENSE À TES ENFANTS!*

Je suis d'accord, mais aujourd'hui on essaie de savoir sur quel champ travailler avec nos étudiants, alors on peut oublier un peu le côté « tombeau du passé », non? Pour la première fois de notre vie on est dans le renversement historique,

donc oui, le rapport au présent change, certains d'entre nous ont des proches qui sont listés ou qui ont peur de l'être, on a perdu des étudiants, on va en voir arriver d'autres, il y a une difficulté évidente à se maintenir dans une posture d'observateurs, on le sait, mais enfin on a des outils qui permettent de penser ce présent, il faut nous en servir! Et il faut nous en servir maintenant! Parce que l'erreur historique, elle commence *avec* l'événement, elle est quasi *fabriquée par* l'événement! Donc moi je suis désolée, je ne peux pas laisser dire, par exemple, « le gouvernement est tombé à cause de sa méconnaissance du terrain », c'est inexact, le gouvernement savait très bien ce qu'il faisait en laissant couper les subventions aux associations de quartier, la suite lui a donné raison puisque *tout* est parti de là. C'est là que s'est faite la jonction entre les milieux militants et les banlieues, ça n'aurait pas pu être ailleurs, et ça, nous on ne le savait pas, mais les pouvoirs publics le savaient! Moi, c'est là-dessus que j'ai envie de faire bosser les troisième année. Essayer d'abord d'analyser comment, dans les associations de quartier, a émergé une forme de citoyenneté qui transcendait la fracture culturelle en dégageant une langue commune, qui existait déjà, bien sûr, mais qui jusque-là intéressait très peu de monde, et que très peu de monde maîtrisait, sauf dans ces lieux très spécifiques où on la pratiquait, cette langue, où on la parlait. Le problème pendant longtemps, c'est que ceux qui la parlaient ne savaient pas quoi dire avec, et moi, il me semble que l'erreur du gouvernement, la vraie, en tout cas il faut qu'on travaille là-dessus, c'est qu'en affaiblissant économiquement ces associations, il s'en est coupé, il n'a pas vu le moment

où cette langue a trouvé son champ d'application. Il a perdu quinze jours, et en perdant quinze jours il a tout perdu.

*Vingt-deuxième décret de la Convention nationale, vendredi 9 avril*

*Nous, représentants du peuple, déclarons la solidarité entre générations constitutive du pacte national. À dater du 1<sup>er</sup> septembre, les maisons de retraite accueilleront au moins 20 % d'étudiants et de jeunes travailleurs, tandis que les résidences universitaires accueilleront au moins 20 % de retraités valides de moins de 80 ans. Une commission d'experts définira les modalités d'un système d'échange de services à la personne au sein des résidences, sur une base de trois heures de bénévolat hebdomadaires par personne.*

Mon lapin, je veux bien t'expliquer mais ensuite, tu te couches. Attention, parce qu'après si tu te relèves, papa va être très, très en colère. Okay, bonhomme? Bon. Alors, si on s'est disputés avec tonton Franck, c'est à cause du syndicat. Alors, un syndicat, c'est un groupe de gens qui se mettent ensemble pour se défendre au travail, tu vois, et dans mon travail à moi, il y avait plusieurs syndicats, pourquoi, parce que les gens sont pas tous du même avis, par exemple il y en a qui veulent gagner plus de sous, d'autres qui veulent autre chose, par exemple avoir plus de vacances, bref. Chez nous, les deux principaux syndicats, c'était Alliance et Synergie, et moi, je faisais partie d'Alliance, et tonton Franck, il était à Synergie. Mais au début, quand le ministère a annoncé les suppressions de postes, tu sais ce que c'est le ministère? Alors, le ministère, c'est un bureau avec un monsieur très sérieux qui commande et on est obligés d'obéir, mais là, le monsieur il a voulu supprimer vingt mille postes,

alors Alliance et Synergie on était d'accord pour dire que c'était inadmissible, parce que vingt mille policiers en moins, ça voulait dire beaucoup plus de travail pour nous, mais on savait pas comment faire pour que le ministère nous écoute, parce qu'on ne pouvait pas faire la grève, tu sais ce que c'est la grève, c'est quand on arrête de travailler jusqu'à ce qu'on ait eu ce qu'on voulait, mais dans la police on n'a pas le droit de faire la grève, parce que c'est très très dangereux. C'est comme les pompiers, si on s'arrête de travailler des gens peuvent mourir, sauf que là, comme c'était très grave, Alliance et Synergie ont décidé de menacer de faire quand même la grève, juste menacer, pour faire peur au gouvernement et les obliger à changer d'avis. Mais le gouvernement, il n'a pas voulu céder. Et à Synergie, comme c'est des gros bourrins, qu'est-ce qu'ils ont dit, ils ont dit bon, ben on lance quand même un préavis. Tu sais ce que c'est un préavis? C'est ce que j'ai fait tout à l'heure en disant si tu te relèves, je vais être très en colère, là je t'ai lancé un préavis. Alors ils l'ont fait, et là on s'est disputés avec Synergie, parce que nous chez Alliance, on ne voulait pas désobéir à la loi, parce qu'avec toutes les manifs, une grève c'était trop dangereux. Mais le problème, c'est que les autres syndicats, parce qu'il y en a encore d'autres, ils se sont tous mis du côté de Synergie, et Alliance est devenu minoritaire, ça veut dire quoi minoritaire, ça veut dire quand les autres ils sont beaucoup plus de gens que nous, alors nous, on s'est dit de toute façon, ils ne vont pas pouvoir faire la grève, parce que si la police fait grève, l'armée vient et elle force les policiers à aller travailler. Mais le problème, c'est qu'à l'armée, beaucoup de gens étaient solidaires de la police et ils voulaient aussi que le gouvernement cède. Tu sais ce que ça veut dire,

solidaire? C'est quand je te dis bon d'accord allez, je le dirai pas à maman. Alors l'armée, ils ont dit à Synergie si vous faites la grève, nous on n'est pas sûrs de bouger, ça voulait dire on fera rien. Alors Synergie et tous les autres, ils ont lancé le préavis, et le gouvernement, il a dit on ne discutera pas sous la menace, et il a raison, bien sûr! On ne peut pas discuter sous la menace. Alors là, la grève a commencé, sauf nous, mais on n'était pas du tout assez nombreux, on n'arrivait plus du tout à disperser les émeutiers, tu vois, ça veut dire gagner contre les méchants, et en plus, les autres policiers qui faisaient la grève, ils nous empêchaient de travailler, ils nous cachaient nos armes, ils prenaient les camionnettes, des trucs comme ça. C'est très grave, tu vois? Papa, il peut plus faire son métier, il peut plus protéger les gens, et maintenant, on est très fâchés avec Synergie parce que la guerre c'est à cause d'eux, c'est pour ça qu'on s'est un petit peu disputés avec tonton Franck, mais ça c'est des histoires de grands, maintenant t'arrêtes d'y penser, okay bonhomme?

*Vingt-troisième décret de la Convention nationale, vendredi 9 avril*

*Nous, représentants du peuple, décrétons illégales les exploitations agricoles de plus de 100 hectares. Les communes sont habilitées à opérer le partage des exploitations excédant cette superficie, et à veiller à leur conversion en coopératives en concertation avec la Chambre de l'agriculture. L'usage de substances pesticides, herbicides et fongicides est désormais interdit. Les produits agricoles destinés à la population ne pourront être vendus ailleurs que sur les marchés, directement par leurs producteurs. La Nation veillera à ce que la valeur des produits de la terre ne fasse l'objet d'aucune spéculation, en application du quatrième décret.*